

# APPLIQUER LA CHARTE OLYMPIQUE !

Selon la Charte Olympique, le CIO doit « mettre en œuvre le principe de l'égalité entre hommes et

femmes ». Pourtant, aujourd'hui encore, 2 pays (Iran et Arabie Saoudite), n'autorisent la participation de leurs ressortis-

santes aux compétitions internationales qu'à la double condition qu'elles soient entièrement couvertes et qu'elles ne participent qu'à des épreuves non-mixtes.

La ligue du droit international des femmes a lancé une pétition, avec le soutien d'un collectif de plus de 90 associations (dont le SNEP-FSU) et plus de 360 personnalités, responsables d'associations, militant.es et sympathisant.es, afin que le COJO Paris 2024 alerte le Président du CIO, sur le caractère incompatible de cet apartheid sexuel avec les principes fondamentaux de l'Olympisme.

Une fois les 2024 signatures obtenues, la pétition a été remise au COJO, au lendemain de la journée Olympique du 23 juin 2019. ■



## MENACES SUR LA BOXEUSE IRANIENNE : COMMUNIQUÉ DE LA LIGUE DU DROIT INTERNATIONAL DES FEMMES (19/04/19)

Le 13 avril, à Royan, la première boxeuse iranienne de l'histoire, Sadaf Khadem, s'imposait face à la Française, Anne Chauvin, devant un public de près de 1 500 personnes. Alors que cette victoire aurait dû lui valoir les félicitations de la Fédération de Boxe Iranienne, c'est le contraire qui se produit. Le voyage de retour en Iran de la jeune championne et de son coach, le Français Mahyar Monshipour, vient d'être annulé, leur attaché de presse ayant annoncé à l'AFP qu'ils sont sous le coup d'un mandat d'arrêt.

Le crime de Sadaf Khadem ? Avoir contrevenu aux lois de son pays qui imposent un strict apartheid sexuel en interdisant aux femmes certains sports dont la boxe. Or, la jeune championne a eu l'audace de s'entraîner en France avec un homme pour coach et, lors de son combat, elle a osé ne pas couvrir ses cheveux, son cou, ses jambes, ses bras, adoptant la tenue normale des boxeuses ! Pis, elle a revendiqué le caractère exemplaire de son combat : « On a

gagné pour les femmes et on doit être fortes partout pour gagner pour les femmes (...) Les femmes peuvent franchir les montagnes si elles le veulent ».

Que devons-nous penser du silence de la Ministre des Sports et des instances sportives françaises ? Et que penser du silence des instances sportives internationales ? Alors que le Ministère de l'Education Nationale vient de lancer un programme de formation des jeunes de la « Génération 2024 » aux valeurs olympiques, pourra-t-il longtemps faire l'économie d'une réflexion sur le non-respect de ces valeurs par certains pays qui seront invités à Paris, notamment l'Iran et l'Arabie Saou-

dite, lesquels imposent l'apartheid sexuel pénalisant principalement les femmes ?

C'est pour dénoncer ce silence que nous avons lancé une pétition à l'adresse du Comité d'organisation des JOP Paris 2024, avec le soutien de plus de 100 ONG françaises et étrangères et de plus de 500 personnalités, militant.es et sympathisant.es, en vue d'atteindre le chiffre symbolique de 2024 signataires. ■



© JEAN-MARIE HERVIO KMSP